

[Texte]

Canada was generally in principle in favour of the U.N. registry of arms sales, so I would say that one of the ways in which Canada could make an initial contribution would be to make a commitment to participate in a registry of arms sales, and furthermore to make public all arms transfers that involve Canada. Currently the information is restricted on the basis of a category identified as commercial confidential and it has nothing to do with national security or the security of the state. It is a kind of commercial interest that is behind it. I would say that an initial gesture would be for Canada to say that we believe a first step towards curbing the arms trade with the Third World is the registry, which was before the United Nations, that Canada in that particular instance is prepared to take unilateral action and to make public its own arms transfers, register them with the United Nations, and call on other states to do a similar thing.

Mr. Frith: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you. I think we will now go to Mr. Fretz.

Mr. Fretz: Thank you, Mr. Chairman. Thank you, Mr. Regehr, for coming before us this evening, we appreciate it.

Are you in favour of a tax on arms trade?

Mr. Regehr: A tax on the international trade of arms, I would not be opposed to it, but I do not think that is an important initiative.

Mr. Fretz: You would not see this as a method of generating funds which could be used for development.

• 2055

Mr. Regehr: I think it is self-defeating because a very important contribution to underdevelopment is the trade itself, is the transfer of military commodities from one state to the other. By taxing it you might recoup some of the losses, but I think what in effect you would do is simply make weapons more expensive for the Third World. The consumer ends up paying a good bit of the tax, and I think that would be the case here too. It would simply mean that Third World countries would be paying the tax that was supposed to generate revenue for them. It is not clear who would pay the tax. Would the supplier pay it or would the recipient pay it? I do not know.

Mr. Fretz: Clearly you do not see this as a solution or partial solution to development. Does ODA ever include military aid in the figures of ODA for countries?

Mr. Regehr: No.

Mr. Fretz: Military aid is never included.

Mr. Regehr: No.

Mr. Fretz: In your paper on page 9, in the second paragraph:

[Traduction]

En principe, le Canada était en faveur du registre international des ventes d'armes proposé à l'ONU, aussi je dirais que l'une des façons pour lui de contribuer au départ serait de prendre l'engagement de participer à l'enregistrement des ventes d'armes et, de plus, de rendre publics tous les transferts d'armements auxquels il est mêlé. Actuellement, ces renseignements ont une diffusion restreinte parce qu'ils relèvent d'une catégorie de secrets commerciaux, mais ils n'ont rien à voir avec la sécurité nationale ou la sécurité de l'État. Il y a derrière tout cela une espèce d'intérêt commercial. Je dirais que le premier geste à accomplir serait pour le Canada de déclarer qu'il considère la création du registre proposé aux Nations Unies comme la première étape en vue d'une réduction du commerce des armes avec le Tiers monde, qu'en l'occurrence il est disposé à agir unilatéralement et à rendre publics ses propres transferts d'armement, à les faire consigner au registre des Nations Unies et à inciter d'autres États à faire de même.

M. Frith: Merci.

Le vice-président: Merci. Je pense que nous allons maintenant passer à monsieur Fretz.

M. Fretz: Merci, monsieur le président. Merci, monsieur Regehr, d'être venu témoigner devant nous ce soir; nous vous en sommes très reconnaissants.

Êtes-vous en faveur d'une taxe sur le commerce des armes?

M. Regehr: Une taxe sur le commerce international des armes, je ne m'y opposerais pas, mais je ne crois pas que ce soit une importante initiative.

M. Fretz: Vous n'y verriez pas un moyen de recueillir des fonds qui pourraient servir au développement?

M. Regehr: Je pense que ce serait une entreprise qui entraînerait sa propre perte parce que le commerce lui-même, le transfert de fournitures militaires d'un pays à l'autre, contribue largement au sous-développement. En le taxant, vous pourriez récupérer une partie des pertes, mais ce qui arriverait en fin de compte, c'est que les armes seraient tout simplement plus chères pour le Tiers monde. Le consommateur finit toujours par payer une bonne partie de la taxe et je pense que ce serait la même chose dans ce cas-ci. En définitive, les pays du Tiers monde paieraient la taxe qui était censée leur procurer des recettes. On ne sait pas exactement qui ferait les frais de cette taxe, le fournisseur ou le bénéficiaire? Je ne sais pas.

M. Fretz: Chose certaine, vous ne voyez pas là une solution, même partielle, au sous-développement. Est-ce que l'aide militaire est comprise dans les statistiques des pays sur l'aide publique au développement?

M. Regehr: Non.

M. Fretz: L'aide militaire n'est jamais comprise dans l'APD?

M. Regehr: Non.

M. Fretz: Dans votre document, à la page 9, deuxième paragraphe, on peut lire ceci: